



**Histoire, démocratie, valeurs :  
nouvelles pistes de réflexion**



# Histoire, démocratie, valeurs : nouvelles pistes de réflexion

Adame Ba Konare

Conférence Cheikh Anta Diop

(Assemblée Générale du CODESRIA tenue à Maputo, décembre 2005)

## Série de monographies

La publication de la **Série de monographies du CODESRIA** a pour objet de stimuler la réflexion, les observations et encourager une étude plus approfondie des thèmes couverts. Paraîtront dans cette série, les travaux s'appuyant sur les revues universitaires mais trop peu volumineux pour paraître sous forme de livres. Par ailleurs, ce seront des travaux méritant d'être mis à la disposition de la communauté de recherche africaine ou d'ailleurs. Les études de cas et/ou les réflexions théoriques peuvent entrer dans cette catégorie. Cependant, elles doivent contenir des résultats et des analyses importants ainsi que des évaluations critiques des écrits actuels sur les sujets en question.

©Conseil pour le développement de la recherche  
en sciences sociales en Afrique, 2008  
Avenue Cheikh Anta Diop Angle Canal IV, BP 3304, Dakar, 18524 Sénégal.  
Site web: [www.codesria.org](http://www.codesria.org)

Couverture: Ibrahima Fofana  
Composition: Daouda Thiam  
Impression: Imprimerie Saint-Paul, Dakar, Sénégal

Série des monographies  
ISBN: 978-2-86978-237-2

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est une organisation indépendante dont le principal objectif est de faciliter la recherche, de promouvoir une forme de publication basée sur la recherche, et de créer des forums permettant aux chercheurs africains d'échanger des opinions et des informations. Le Conseil cherche à lutter contre la fragmentation de la recherche à travers la mise en place de réseaux de recherche thématiques qui transcendent les barrières linguistiques et régionales.

Le CODESRIA publie une revue trimestrielle, intitulée *Afrique et Développement*, qui est la plus ancienne revue de sciences sociales basée sur l'Afrique. Le Conseil publie également *Afrika Zamani*, qui est une revue d'histoire, de même que la *Revue Africaine de Sociologie*; la *Revue Africaine des Relations Internationales (AJIA)*, et la *Revue de l'Enseignement Supérieur en Afrique*. Le CODESRIA co-publie également la revue *Identité, Culture et Politique : un Dialogue Afro-Asiatique*, ainsi que la *Revue Africaine des Médias*. Les résultats de recherche, ainsi que les autres activités de l'institution sont diffusés par l'intermédiaire des « Documents de travail », la « Série de Monographies », la « Série de Livres du CODESRIA », et le *Bulletin du CODESRIA*.

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la Swedish International Development Corporation Agency (SIDA/SAREC), au Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), à la Ford Foundation, à la Fondation MacArthur, à la Carnegie Corporation, au NORAD, à l'Agence Danoise pour le Développement International (DANIDA), au Ministère Français de la Coopération, au Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), au Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas, à la Fondation Rockefeller, à FINIDA, CIDA, IIEP/ADEA, à l'OCDE, à Oxfam America, à l'UNICEF, ainsi qu'au Gouvernement du Sénégal pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.

Avant de commencer mon propos, permettez-moi, chers invités et chers collègues, de remercier le CODESRIA, pour m'avoir choisie comme invitée spéciale et présentatrice de la conférence Senghor à cet important colloque sur le thème « Repenser le développement de l'Afrique : les alternatives, au-delà de l'impasse. » Je perçois l'honneur qui m'a été ainsi rendu à la fois comme une marque de confiance redoutable et un défi car je sais que cette assemblée est un aréopage important d'intellectuels africains. C'est donc sans prétention aucune que je voudrais vous soumettre, chers collègues, mes convictions actuelles sur un sujet qui nous turlupinent tous, je le sais : la démocratie. Cette démocratie qui constitue elle-même une interrogation majeure au sein d'un questionnement autrement plus large, sur le développement ou plutôt le mal développement de l'Afrique.

Beaucoup d'ouvrages ont été publiés sur l'Afrique durant ces quinze dernières années depuis le fameux : *Et si l'Afrique refusait le développement ?* d'Axel KABOU,<sup>1</sup> avec des titres plus ou moins pompeux, pessimistes ou agressifs comme : *L'Afrique, le spectre de l'échec*<sup>2</sup>; *L'Afrique est-elle incapable de s'unir ?*<sup>3</sup> ; *L'Afrique des incertitudes...*<sup>4</sup>

Il y a aussi des ouvrages carrément accusateurs, écrits par des étrangers, qui mettent au pilori les Africains eux-mêmes, comme *Négrologie* de Stephen Smith<sup>5</sup> ou *God bless Africa* de Bernard Carnot.<sup>6</sup>

Les médias ne déméritent pas dans ce domaine. On parle d'indolence, d'immobilisme, de paresse, de népotisme, de corruption, de spectre des guerres tribales, de famines, de maladies, avec le sida en tête, toutes choses qui sont en passe de constituer les fondements de l'africanité. Pire, nous sommes devant la biologisation d'une réalité complexe. Or, aucun peuple ni aucun continent n'a le monopole de la barbarie. Sur ce registre, il n'est pas vain de rappeler que l'Europe était, il y a un demi-siècle seulement, un champ de ruines, que c'est elle qui s'est rendue coupable du plus grand crime ayant été perpétré contre l'humanité qu'a été la traite des noirs ; que c'est elle qui a secrété le nazisme, Auschwitz, Birkenau, Dachau et autres Sarajevo. Aujourd'hui, le leadership des Etats Unis d'Amérique qui s'exprime par la force au nom d'une prétendue démocratie dont ils seraient le porte-étendard est certainement le phénomène le plus déstabilisateur que la planète ait connu jusque-là.

Par ces rappels, je voudrais tout simplement rétablir la relation d'ordre. Je ne veux d'histoire avec qui que ce soit, je dis l'histoire.

L'Afrique et particulièrement la jeunesse africaine, doivent également savoir que **notre continent a beaucoup apporté à l'humanité** et à l'enrichissement de son patrimoine. Et que tout compte fait, l'histoire de la civilisation universelle n'est qu'un rendez-vous du donner et du recevoir. A preuve, les travaux archéologiques, qui ont démontré que l'origine de l'homme est africaine, que c'est en Afrique que l'homme a marché. Les débuts de la technologie, l'émergence, l'origine, la racine de la culture et de la conscience sont donc africains. Léopold Sédar Senghor a prouvé aussi que l'Afrique a apporté au monde la poésie, le plain-chant, la polyphonie, la danse nègre, les arts plastiques. Le cubisme ou l'École de Paris s'est inspiré avant tout, nous enseigne-t-il, de l'art négro-africain. Sans compter qu'au 7<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> siècles avant notre ère, les principaux savants, philosophes et écrivains grecs sont allés prendre des mains des Egyptiens le flambeau de la civilisation.<sup>7</sup>

Si je n'oublie pas, je n'invente rien.

L'Afrique, c'est aussi son futur proche. Dans vingt cinq ans, c'est à dire déjà demain, l'Afrique avec ses 30 millions trois cents mille km<sup>2</sup>, son milliard trois cent à cinq cents millions d'habitants, ses réserves minières et minérales, ses réserves forestières et en eaux, sera le continent premier, le continent neuf dont la population sera la plus jeune de la planète.

Il était important de rappeler ces postures car repenser le développement de l'Afrique, suppose d'abord et avant toute chose, se débarrasser de l'afropessimisme qui, comme des herbes folles, nous étouffe. Nous y contribuons tous, parce que les drames présents obscurcissent le passé. Les Africains doivent éviter de se faire des complexes, de cultiver le mépris d'eux-mêmes, car ce sont là des facteurs paralysants et inhibiteurs. Il est une chose qu'il ne faut pas perdre de vue non plus : il faut s'aimer pour être aimé.

Battons-nous donc pour l'Afrique, la tête haute comme par exemple Léopold Sédar Senghor et d'autres l'ont fait avec le courant de la négritude, Joseph Ki Zerbo avec la réhabilitation de l'histoire africaine, Cheick Anta Diop avec la bataille de l'égyptologie, Nelson Mandela pour la liberté et la dignité de l'être africain. Je ne parle pas de nos résistants à la pénétration et à la surimposition coloniales.

Mais revenons à mon propos : Histoire, démocratie et valeurs africaines : nouvelles pistes de réflexion. Encore un discours sur la démocratie, un de plus ? Oui un discours de plus. En abordant ce travail, je n'ai pas arrêté de penser à l'impact fonctionnel des écrits et des réflexions sur les expériences démocratiques en Afrique car, plus qu'une gymnastique intellectuelle destinée à prouver nos capacités de chercheur, ce qui est déterminant, c'est, au-delà des énoncés théoriques, comment aider l'Afrique à avancer. Littéralement submergée par l'importance numérique et qualitative de la documentation sur le thème,

j'ai surtout exploité les sources les plus récentes, publiées, pour la plupart, courant 2005, notamment celles qui me permettaient de sortir du prisme étroit des publications sur l'Afrique car, croire que la matrice africaine, que les maux que l'on dénonce comme spécificités ou valeurs africaines sont suffisamment prenants pour expliquer le mal-être démocratique africain me semble injuste comme position. Surtout en ces temps de mondialisation. C'est la raison pour laquelle j'ai tenté de réinjecter des grilles de lecture comparatives dans la problématique réflexive démocratique africaine afin, non seulement de mieux comprendre, mais également de relativiser et de prendre de la hauteur. D'où la part grande réservée aux publications sur l'état sanitaire d'une démocratie aussi vieille que la France.

Je ne voudrais heurter personne mais le devoir d'intellectuelle me recommande de faire partager mes analyses et mes convictions, fort heureusement et fortuitement enrichies par l'expérience toute fraîche de la pratique du pouvoir dans une position certes périphérique, mais non moins privilégiée, qu'a été la mienne pendant une décennie. Qu'on ne voit donc pas, et surtout pas, sujets de fâcherie ou de subversion là où j'entends tout simplement m'assumer en tant qu'intellectuelle et militante.

D'abord, rappelons-nous la définition fondamentale de la démocratie : le gouvernement du peuple. Sa préhistoire se situe en Grèce antique. Son application moderne remonte en Europe de l'ouest, en Angleterre, en France, avec la révolution de 1789, ensuite en Amérique du Nord, consécutivement à la phase d'industrialisation opérée dans cette région du globe. Elle signifie, dans son sens étymologique gouvernement du peuple, exercé par le peuple et pour le peuple : de *demos* : peuple et *cratos* : pouvoir.

Dans les faits, deux conceptions majeures : la démo directe et la démo représentative, situées dans le sillage de John Looke et de Rousseau.

Dans la nébuleuse de définitions, deux conceptions se dégagent que je retiens. La première est celle qui considère la démocratie comme un mécanisme de gouvernement, fonctionnant sur la base d'un **agencement institutionnel**, et dont le rôle est de prémunir les individus et la collectivité de tous risques ou velléités de dictature ou d'autoritarisme en provenance des gouvernants. Il s'agit donc d'un dispositif à la fois préventif et protecteur. Cette forme de démocratie, appelée démocratie procédurale, dans laquelle prévaut le primat de la liberté individuelle, est issue de la révolution américaine. Elle tend aussi à concilier, comme le fait remarquer Guy Hermet<sup>8</sup> dans *Culture et démocratie*, les deux principes assez antinomiques de la volonté majoritaire et de la liberté de chaque personne, au prix d'une série d'arrangements constitutionnels qui

multiplient les contrepoids à l'expression populaire (contrepoids que les Anglo-saxons appellent *Checks and Balances*.)

Chez les Anglo-Saxons, cette crainte de l'arbitraire et du potentiel coercitif du pouvoir est circonscrite par des lois qui, en définitive, jouent plus de rôle que la pratique gouvernementale elle-même, au point qu'on y parle plutôt de *Rule of Law* (l'État de droit) que de pouvoir des hommes.

La démocratie en tant que mécanisme de gestion des hommes doit assurer la jouissance par les hommes et les collectivités de leurs libertés. Elle se traduit également par la transparence dans les prises de décision de la part des gouvernements ainsi que l'obligation pour eux de rendre compte de leurs actes à la population. Elle doit assurer la justice pour l'ensemble des citoyens.

La deuxième conception voit en la démocratie un projet de société visant à assurer le bien-être individuel et collectif des citoyens. Son objectif est donc le progrès social et économique. Un gouvernement démocratique doit donc avoir comme objectif majeur d'enrayer la pauvreté, d'accorder un niveau de vie décent à ses concitoyens. Cette démocratie « substantielle » ou de progrès, marquant la pensée politique issue de la révolution française puis de la révolution russe, subordonne tout à « l'avancement de l'égalité des hommes et des femmes jusqu'à ce point de perfection où ils se trouveront tous en mesure de tirer le meilleur profit de leurs dons personnels.

Dans une telle vision de la démocratie, c'est donc sa fin assez utopique qui importe et non les moyens qui y concourent. »<sup>9</sup>

Au-delà de ces conceptions majeures, l'organisation d'élections libres et régulières, à des intervalles réguliers et avec des candidatures multiples et compétitives, reste une nécessité impérieuse dans une démocratie.

Revenons maintenant en Afrique. Peut-on parler de démocratie dans l'Afrique d'aujourd'hui ? Oui et non. Evitant le macrocosme, je baserai mon analyse sur le cas du Mali que je connais le mieux et qui est cité comme faisant partie des meilleurs élèves de la démocratie en Afrique, tout en sachant que globalement ce qui est vrai pour le Mali l'est pour beaucoup d'autres pays africains.

On considère que la république du Mali a opéré sa révolution démocratique en 1991, lorsque le peuple a renversé, au prix du sang, la dictature militaire de Moussa Traoré, vieille de 23 ans et son parti unique, l'Union Démocratique du Peuple Malien (U.D.P.M.) Pourquoi dit-on que le Mali est entré dans l'ère démocratique ? Parce que, sitôt le régime de Moussa Traoré renversé, le gouvernement de transition, dirigé par le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, a instauré le pluralisme politique. Les principes de la souveraineté nationale, de la démocratie, de l'intégrité du territoire, de l'unité nationale et de

la laïcité de l'Etat ont été proclamés par la nouvelle constitution de la République du Mali, votée par voie référendaire début 1992.

A la suite d'élections libres, un certain Alpha Oumar Konaré a été élu président de la République du Mali. Au terme de deux mandats constitutionnels consécutifs, il passa le témoin, toujours après des élections libres, à Amadou Toumani Touré, qu'il avait promu général le jour même de son investiture le 8 juin 1992.

Avec Alpha Oumar Konaré est née la III<sup>e</sup> République. Avec lui, la mise en place de la tectonique institutionnelle démocratique est achevée.

Eloignons-nous à présent des énoncés pour serrer de près la pratique démocratique dans une vieille démocratie comme la France, - de surcroît ancienne puissance coloniale du Mali- et une jeune démocratie comme le Mali.

Cynthia Fleury, dans son ouvrage intitulé *les pathologies de la démocratie*,<sup>10</sup> soutient que « chaque société doit faire l'épreuve des différents âges de la démocratie. » Tout rattrapage ou tout bond démocratique serait donc illusoire. Là, nous sommes au cœur d'un débat qui doit attiser la sagacité des intellectuels africains. Si le bond démocratique n'est pas envisageable, qu'est ce qui serait, dans la mesure du possible et de l'imaginaire, productible et productif ?

Que l'on adhère ou pas à cette prise de position de Cynthia Fleury, le constat reste que les valeurs de la démocratie ne sont pas appliquées avec vigueur partout ; il y a un grand fossé entre la profession de foi démocratique et ladite pratique. Nulle part, la démocratie n'est une valeur figée. Tantôt, elle épouse les réalités socioculturelles, voire économiques, démographiques ; tantôt, les mouvements de contestation continue sous forme de grèves syndicales, de marches ou de révolte contre l'ordre établi, prouvent, s'il en était besoin, que la démocratie n'est pas un stade consommé, qu'elle n'est pas une valeur définitivement acquise, qu'elle n'est qu'un processus.

Au Mali, un pouvoir qui cesse de brandir le spectre de l'autoritarisme, qui rassure par ses propos et les actes qu'il pose, qui parle le langage de la tolérance, qui se veut donc, en définitive humble, obtient l'adhésion du peuple. Les événements de mars 1991 peuvent s'analyser à la lumière de ces propos. La chute du régime de Moussa Traoré ne réside pas en totalité dans l'obstination des acteurs du mouvement démocratique, mais aussi, et en définitive, à partir du moment où le général a cessé d'être en phase avec l'esprit de la volonté du peuple, ses aspirations, la vision qu'il se fait de ses représentants. En effet, le vendredi 22 mars 1991, vendredi noir s'il en fut, le peuple, fauché par les balles d'un régime en furie, attendait avec impatience l'intervention télévisuelle du chef de l'Etat, dont la seule annonce avait suffi à arrêter les mouvements de casses et de pillage.

Au lieu de tenir des propos rassurants, ce jour-là, Moussa Traoré s'est surpassé en menaces du genre : « je ne faiblirai pas, je ne démissionnerai pas. » Sans oublier qu'en janvier déjà, à l'occasion de la cérémonie de présentation des vœux de nouvel an, il avait promis de faire tomber l'enfer sur la tête des opposants, des vauriens et des moins que rien selon ses propres termes.

A contrario, et pour pousser plus loin ma réflexion, le secret de la victoire du candidat Konaré aux élections présidentielles de 1992 réside en partie dans le fait qu'il a **su épouser les conceptions philosophiques et mentales de son peuple**, en appelant sans cesse à l'esprit de tolérance, à l'humilité, à la patience, toutes valeurs hautement démocratiques, qui sont aussi, grâce à l'effet enchanteur de la collusion temporelle, l'expression du peuple malien. Au cours de sa campagne présidentielle, il renvoyait inlassablement à l'arrêt de Dieu, au destin, à la fatalité : « C'est Dieu qui décide de donner le pouvoir à qui il veut et personne ne peut rien contre la volonté divine. Ou encore : « je veux le pouvoir, mais pour le bonheur de mon peuple ! Si ce bonheur réside entre mes mains, eh bien, que Dieu me le donne, mais s'il réside dans les mains d'un autre que moi, eh bien, que Dieu le donne à cet autre que moi ! » Ainsi, le candidat Konaré promettait au peuple ce qui le rassurait le plus, qui éloignait de lui le spectre de l'arrogance et de la dictature, si lié au pouvoir, mais tellement honni par ledit peuple. Ce registre **de paix et de sécurité**, doublé d'une **humilité profonde**, suffisait, aux yeux d'un peuple sorti d'un traumatisme frais, comme programme. L'objectif progrès, amélioration des conditions de vie d'un régime démocratique, quoique contenu dans ce petit mot de la phrase, le bonheur, pouvait rester en veilleuse. Ce bonheur, somme toute, dépendait de Dieu, de la chance du futur Elu, la chance que Dieu lui octroie. La démocratie est donc un modèle à la fois physique et métaphysique.

Toujours, au cours de sa campagne électorale, le candidat Konaré rendra visite à l'habitant des brousses les plus reculées dans son vestibule ou sous sa tente et son hangar. Plus iconoclaste que ce chercheur de pouvoir, on mettrait du temps à le trouver, disaient les notables et les anciens.

De même, les opposants à son régime ont perdu du terrain par manque de clairvoyance. Ils se sont dangereusement écartés des a-priori idéologiques du peuple, de son idéal de paix et de sécurité. Par les actes de défiance qu'ils n'arrêtaient pas de poser, à travers marches, casses organisées des édifices publics et privés et par les propos va-t-en guerre contre lui et son régime du genre : « nous chasserons Alpha et son parti, l'Alliance pour la Démocratie au Mali (ADEMA), du pouvoir. Nous rendrons ce pays ingouvernable », disait même un opposant malien, aujourd'hui ministre. Ils ne faisaient pas seulement peur au pouvoir en place, nos opposants, ils faisaient aussi peur au peu-

ple. Ils couvaient, à ses yeux, un potentiel d'autoritarisme qui, le jour où il se libérerait, ne pouvait être que dangereux. Ils défiaient à ses yeux à l'excès un pouvoir, qui somme toute, émanait de Dieu, qui était exercé par un Elu de Dieu, un Elu, qui plus est, tenait des propos rassurants, inversement proportionnels à leurs excès.

Je ne règle pas de comptes, je rends compte.

Cet exemple d'adaptation de la démocratie à la réalité du terrain, ce trait de génie qu'elle a de se lover dans les orientations culturelles du peuple, au-delà des dispositions institutionnelles, fait qu'elle cesse d'apparaître moins comme un pouvoir du peuple – exercé par ses représentants, directement ou indirectement (président de la République, élu au suffrage direct et députés de l'Assemblée nationale) – qu'un pouvoir dans lequel le dit peuple se reconnaît.

Nous sommes encore là, face à une nouvelle problématique : **l'élargissement du champ conceptuel** de la démocratie, consécutivement à l'élargissement de son champ géographique.

Par-delà, nous sommes renvoyés aux questions sur la relativité de la démocratie et donc à son endogénéisation. Chaque peuple ne serait-il pas appelé à adapter la démocratie à son contexte ? Posture qu'un intellectuel comme Marc Mvé Bekale, rejette en expliquant que la poussée universelle de la démocratie tient à son fond ontologique qui lui permet de transcender les identités culturelles. Comme fond ontologique, il voit la liberté, citée rappelle-t-il, par Jean Paul Sartre « comme le complexe fondamental de l'être humain. »<sup>11</sup>

Partant de l'idée que la démocratie n'existe pas en dehors des individus qui la composent, que les individus en sont autant les points forts que les points faibles, Cynthia Fleury démontre comment les troubles de la personnalité peuvent atteindre l'évolution de cette démocratie.

Je retiendrai dans le cadre de ma démonstration, les troubles déjà détectés par Alexis de Tocqueville. Il s'agit de la tyrannie de la majorité. La tyrannie de la majorité, qui caractérise les démocraties naissantes, autrement dit le « grand consensus démocratique », apparaît moins comme une réconciliation du plus grand nombre que son omnipotence. D'un côté on a le cercle des « autorisés », les « bien-pensants » et de l'autre ceux qui ne pensent pas comme les autres, qui sont logés au ban des écartés, des exclus, des bannis, des « censurés. » **L'empire de la majorité fait mieux que toutes les inquisitions confondues**, dit Tocqueville.<sup>12</sup> A cela, s'ajoute de nos jours, selon Cynthia Fleury, le lynchage médiatique, la proscription de certains intellectuels perçus comme des empêchements de tourner en rond.

Tocqueville dénonce d'autres faits, rapportés par Raymond Boudon, dans le tout récent qu'il lui a consacré, à l'occasion de son bicentenaire : *Tocqueville*

*aujourd'hui*.<sup>13</sup> Ces faits sont relatés par Tocqueville, sous la monarchie de Juillet (1830-1848), comme étant encore des traits caractéristiques de l'ancien régime, c'est-à-dire avant 1789 : « personne n'imagine, écrit Tocqueville, pouvoir mener une affaire importante si l'Etat ne s'en mêle (...) Le gouvernement ayant pris aussi la place de la providence, il est naturel que chacun l'invoque dans ses nécessités particulières... On lui [au gouvernement] reproche jusqu'à l'intempérie des saisons... Les citoyens, désespérés d'améliorer eux-mêmes leur sort, accourent tumultueusement vers le chef de l'Etat et demandent son aide. Se mettre à l'aise aux dépens du trésor public leur paraît être (...) la voie la plus aisée et la mieux ouverte à tous pour sortir d'une condition qui ne suffit plus : la recherche des places devient la plus suivie de toutes les industries ». <sup>14</sup>

A propos de l'Etat, Tocqueville renchérit : « L'Etat, loin de s'en tenir à ses fonctions régaliennes, celles qui lui reviennent en propre, s'est fait non seulement bienfaiteur et éducateur, mais entrepreneur. Il devient le plus grand des industriels (...) A mesure que les attributions du pouvoir central augmentent, le nombre de fonctionnaires qui le représentent croît. »

Ce qui me paraît encore plus étonnant et plus remarquable, c'est la pérennité et l'actualité de ces tares, telles que décrites par Perry Anderson dans un ouvrage publié aux éditions du seuil, cette année même et intitulé : *la pensée tiède*, Un regard critique sur la culture française, suivi de *la pensée réchauffée* réponse de Pierre Nora : « La concentration de pouvoir, au sein d'une minuscule institutionnelle qui produit une élite tout à la fois politique, administrative et économique, n'a probablement pas son équivalent ailleurs dans le monde. Dans un pays de soixante millions d'habitants, l'ENA n'admet que cent à cent vingt étudiants par an, soit un total de cinq mille énarques depuis sa fondation. Et non seulement cette élite monopolise les échelons supérieurs de l'administration aussi bien que du monde des affaires, mais elle fournit le noyau dur de la classe politique elle-même. » Et Perry Anderson de citer Valéry Giscard d'Estaing, Laurent Fabius, Jacques Chirac, Michel Rocard, Edouard Balladur, Alain Juppé, Lionel Jospin, François Hollande, Dominique de Villepin. « La consanguinité de cette oligarchie a inévitablement engendré une forte corruption, continue Perry Anderson. D'une part, la pratique du *pantouflage* - les hauts fonctionnaires glissant de l'administration au monde des affaires ou de la politique et *vice versa* - multiplie les occasions de détourner des fonds publics ou privés vers des objectifs partisans. De l'autre côté, les principaux partis politiques qui ne peuvent compter sur une masse suffisante d'adhérents, n'ont longtemps financé leurs opérations qu'à coups de péculats et de trafics de faveurs. D'où le borbier de magouilles qui a été révélé (sans aucun doute partiellement) ces dernières années, à commencer par le système mis en place

du temps de Chirac à la mairie de Paris. »<sup>15</sup> Perry Anderson va même plus loin en disant que le courant mobilisateur est tellement faible en France que l'indignation sur la corruption se fait moins entendre que dans un pays comme l'Italie par exemple. Laissant tomber son glaive inquisiteur, il ajoute que cet état ne s'explique pas par l'indifférence des citoyens, mais leur « mépris, toujours plus grand pour la caste qui, à tour de rôle, se partage les postes. »<sup>16</sup> Lionel Jospin, l'ancien premier ministre français dans l'ouvrage qu'il vient de publier tout juste aux éditions Gallimard, dénonce lui aussi « les nouvelles aristocraties », groupes d'hommes institutionnels comme les banquiers, les chefs d'entreprises qui se font des salaires faramineux sur le dos des pauvres à qui ils demandent des efforts. Cette pratique, pense-t-il, peut être source de démoralisation. Il prône aussi que la politique soit distinguée de l'économie car leur chevauchement crée des drames.<sup>17</sup>

Venons-en à une autre pathologie, la tyrannie des minorités, si dénoncée par Cynthia Fleury comme caractéristique des démocraties adultes : elle considère que les minorités cherchent à imposer au reste du peuple d'avoir des droits spécifiques. Sous couvert de démocratie, de droit à la différence et de défense de l'identité culturelle, elles commettent, soutient-elle, « un acte antidémocratique en contournant habilement l'égalité des droits et des conditions. On assiste donc à une captation du droit.<sup>18</sup> C'est bien une perversion, que celle de transformer le droit en privilège, que celle de jouir sans entrave, de jouir à tout prix, non d'être hors la loi, mais de se servir de la loi, de l'instrumentaliser. »

Comparaison n'est pas raison, mais elle instruit : je ne suis pas allée fouiller pour rien dans la vie pouilleuse de la démocratie française au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ni même dans celle d'aujourd'hui. Ces éclairages sont d'autant plus importants quand nous savons que la France, réputée patrie des Droits de l'Homme, fait partie des mentors démocratiques de l'Afrique, et que nombre de nos démocraties ne sont que des décalques de sa démocratie. Précisément parce qu'elles en sont des décalques, nos démocraties sont contaminées par ses virus ; des virus qui s'acclimatent et dont les mutations débouchent sur des conséquences catastrophiques. Parlons d'abord de l'Etat africain.

L'Etat africain, lui aussi, est un Etat centralisateur. Il accapare tout, décide de tout, s'imisce dans tout ; c'est lui qui embauche, débauche, promet ; il distribue places, emplois, bourses, marchés, faveurs, réseaux relationnels, carnets d'adresses. Il centralise, contrôle et filtre l'information, presse écrite et parlée. Il contrôle même le parlement. Sans l'Etat, personne n'est rien ou presque rien. Il faut se préoccuper de lui plaire ou de ne pas lui plaire. Tout cela est inhibiteur puisque personne ne veut prendre de risque ; quand bien même on aurait le goût du risque, on réfléchirait par deux fois car l'Etat a les moyens soit

de vous faciliter la tâche, ce qui ne va pas souvent sans votre prostitution, soit de vous étouffer. L'enjeu de la lutte se réduit à avoir sa place au soleil. Les principales victimes sont ce qu'on appelle les cadres.

Faisons une fois encore une comparaison avec l'état de la France du temps de Tocqueville : « le maître n'y dit plus : vous penserez comme moi ou vous mourez ; il dit : vous êtes libre de ne point penser ainsi que moi ; votre vie, vos biens, tout vous reste, mais de ce jour vous êtes un étranger parmi nous, vous garderez vos privilèges à la cité, mais ils vous deviendront inutiles ; (...) vous resterez parmi les hommes, mais vous perdrez vos droits à l'humanité. Quand vous vous approcherez de vos semblables, ils vous fuiront comme un être impur ; et ceux qui croient à votre innocence, ceux-là mêmes vous abandonneront, car on les fuirait à leur tour. Allez en paix, je vous laisse la vie, mais je vous la laisse pire que la mort. »<sup>19</sup>

Cet Etat centralisateur se prolonge dans des structures adventices, voire parallèles, qui accusent ses tendances monopolistes et souvent affairistes ; je pense aux structures de premières dames aux contours constitutionnels flous, ce qui les rend d'autant plus galopantes et incontrôlables.

Je ne crache pas dans la soupe, je digère la soupe.

Au demeurant, il ne s'agit pas de dire que les premières dames sont mauvaises ; il me semble qu'elles sont le plus sous le coup de l'effet d'entraînement par le bas. Selon l'entendement populaire, là où le mari ne peut pas, sa compagne, la mère de la nation, la clé de voûte de la famille républicaine, réplique de la famille tout court, le peut.

Cette obésité de l'Etat est inversement proportionnelle à la maigreur des citoyens. Elle accentue la pauvreté car plus l'Etat centralise, plus il rend les citoyens dépendants de lui, plus il les rend cupides et anéantit leur esprit d'initiative et affaiblit la démocratie. Cette dépendance collective est une sorte de dictature, insidieuse ; de plus, elle porte une entrave grave à la démocratie de progrès, au sens de la responsabilité et de l'épanouissement individuel. Plus qu'une pathologie, c'est un crime.

Parlons maintenant des pathologies des démocraties africaines, qu'il importe de dissocier de l'endogénéisation des processus démocratiques et qui leur portent une atteinte grave. Ce sont des pathologies endogènes, tropicales, si vous voulez, qui viennent compliquer les pathologies contractées par voie de contamination. Elles se combinent en outre avec ce que j'appellerai des **vices de fondation**. Je pense que la « précipitation démocratique » - passez-moi l'expression par commodité - ne nous a pas permis de corriger des situations surannées. La démocratie, en tant que système et dispositif institutionnel, a globalement vu le jour en Afrique au début des années 1990, dans la précipita-

tion que l'on sait. Très vite, des constitutions, imitées des constitutions européennes, ont été rédigées ça et là par des juristes conseillés par des experts occidentaux. Les nouveaux partis politiques, nés dans la fièvre « révolutionnaire », apparaissaient plus comme des machines électorales qu'éducatives.

Cette précipitation a eu des effets pervers, dont le premier point concerne non seulement la non maîtrise de l'approche conceptuelle mais certainement aussi, dans une certaine mesure, ce qu'on a désormais pris l'habitude d'appeler tripataouillages constitutionnels. Une fois encore, évitant le grand large, je voudrais me concentrer sur le cas malien. Qu'entendent les Maliens par démocratie, démocratie, un terme parachuté que l'on a traduit par *bèjè fanga* en langue bamanan. De *bèjè*, la chose commune et *fanga*, le pouvoir.

*Bèjè fanga*, le pouvoir du peuple, renvoie donc au concept originel. Avant de tomber dans tout angélisme, il convient de disséquer le concept. D'abord, il existe une antinomie entre *fanga*, un titre né au XVII<sup>e</sup> siècle avec les royaumes guerriers et esclavagistes de Ségou et le pouvoir démocratique. Il signifie tout ce que le pouvoir royal comporte de violent, de force de coercition voire de nuisance vis-à-vis de tous ceux qui osent le défier, y compris le peuple. Par conséquent, accoler ce titre au peuple et en faire même le pouvoir du peuple, me semble relever de la pire aberration sinon d'une approche légère et dangereuse.

Peut-on dire du reste qu'il y'a eu réellement un pouvoir du peuple au Mali traditionnel, ne serait-ce que par le truchement d'élus ? Est-il seulement vrai que le peuple ait eu à exercer une quelconque souveraineté ? J'en doute, car deuxième buttoir, la sacralisation du pouvoir est une réalité culturelle encore ancrée. Le chef a sa mystique et ce ne sont pas les dispositifs de tempérance de l'absolutisme royal, comme le corps de conseillers maraboutiques ou de griots autour des rois souvent cités par les Africains, qui peuvent se substituer au pouvoir du peuple. Même les régimes d'obédience musulmane n'ont pas pu gommer ces croyances ; le roi reste un élu de Dieu. Plus près de nous, au XIX<sup>e</sup> siècle toujours, dans le royaume bamanan de Ségou, qui a laissé le plus de traces dans la mémoire collective, le roi était désacralisé mais il était salué du titre de pourvoyeur de richesses, maître des eaux et des hommes, de la poudre et du fer. Face aux nouveaux pouvoirs démocratiques, les attitudes ont très peu varié. Le président est encore appelé *jamana tigi*, c'est à dire le chef du pays, au sens possessif du terme ou *faama* ; or, *faama* était précisément le terme dynastique consacré aux rois de Ségou et signifie possesseur de pouvoir (au sens coercitif du terme). Il est symptomatique de remarquer que ce sont les héros, seigneurs de guerre, manieurs d'armes, dont le seul nom indique la bravoure et la cruauté, qui restent les héros référentiels. C'est à eux que certains responsables politiques s'identifient. A les voir bomber leur torse à l'évocation

des griots, surtout quand il y a collusion de patronymes, on croirait voir se remettre debout « leurs vaillants ancêtres. »<sup>20</sup>

On n'hésite même pas à espérer ou à créer un faciès et un physique de pouvoir et une conduite de chef. Quand on détient le pouvoir, dit-on, il ne faut pas badiner ; il faut savoir frapper quand il le faut, surtout lorsqu'il s'agit de maîtriser cette dérive dénoncée comme étant le talon d'Achille de la démocratie, comme son vice de fondation, à savoir **l'anarchie**. On va plus loin dans le raisonnement populaire: il ne faut surtout pas partager le pouvoir. **Le chef, le président de la république, est impatronisé dans un rôle de guide suprême** alors qu'en démocratie, il ne saurait être qu'un guide qui n'existe que par la volonté des citoyens. On entretient en lui le culte de la personnalité et du délire histrionique.

On veut aussi le détenteur de pouvoir au service de sa famille, de ces amis, de ses proches, distributeur de prébendes comme au temps d'un certain empire guerrier où le roi partageait le butin collecté entre ses guerriers et ses favoris.

Dans cet ordre d'idée, la corruption et la prévarication ne sont même pas un mal aux yeux de la grande masse ; au contraire, c'est un mal nécessaire pour le pouvoir ; tant que le chef peut distribuer des prébendes autour de lui, tant qu'il peut prendre sous son aile protectrice- matérielle s'entend- proches, amis et courtisans, tout baigne dans l'huile. Ce qui est honni, c'est l'avarice du chef, son manque de prodigalité envers ses lieutenants et autres proches. La générosité et la prodigalité font partie de ses prérogatives.

La démocratie, constatons-le, par un effet d'entraînement, est soufflée par le bas.

Ce rôle distributeur de l'Etat aboutit à d'autres effets nocifs : le népotisme, l'ethnisme et le régionalisme, qui gangrènent l'appareil étatique, créent une ligne de partage entre les citoyens, promeut l'inégalité, l'injustice, mettant ainsi la démocratie en danger ; ils peuvent même déboucher sur le génocide. Ils mettent aussi en péril le dispositif institutionnel ; mais c'est aussi et surtout, l'ensemble du dispositif social qui se trouve en danger de mort. Toutes les relations, y compris les plus proches et les plus sacrées, relations mari/épouse ; frère/sœur ou frère/frère ; tante ou oncle/neveu ou nièce ; cousin/cousine, beau-frère/belle-sœur etc. ; relations militantes ou amicales, tout cela s'en trouve affecté, car répondant à la logique marchande. L'accroissement de la paupérisation, le goût du paraître, d'être valorisé à hauteur de relation ou de lien consanguin, ethnique et régional, alourdissent le poids de l'Etat et de ses structures.

Comme autres effets induits, le rôle distributeur de l'Etat cultive le développement d'un chiendent cupide et opportuniste, d'une cour de flagorneurs, qui encerclent et étouffent le pouvoir dans le seul but de lui plaire, de tirer avantage, exactement comme Tocqueville décrit la démocratie française naissante.

L'opportunisme des cadres, en quête de privilèges, avec comme corollaire leur dépersonnalisation, est un autre problème majeur de nos démocraties ; il faut avoir le courage, en tant qu'intellectuels, de le dénoncer. La recherche de places épuise physiquement et mentalement nos cadres et portent une atteinte grave à leur dignité, cette dignité même qui est l'un des fondements de la démocratie. Même l'opposition se montre friande de pouvoir et ne résiste pas aux offres « alléchantes » comme les portefeuilles ministériels. La manœuvre réussit tellement bien que de farouches opposants passent de l'autre côté par un virage à 100 à l'heure.

On a habillé cette méthode sous le concept nouveau de gestion ou de démocratie consensuelle, démocratie participative, démocratie conviviale, gouvernement de large ouverture. En procédant ainsi, les chefs d'Etat font d'une pierre deux coups. Au-delà de l'intérêt matériel, en captant les opposants pour en faire des ministres, ils tuent leur résistance, afin de calmer le jeu, apaiser le climat social, faute d'autre moyen pour les endiguer. L'objectif paix et sécurité, pour le pays et certainement pour eux-mêmes d'abord – nous sommes donc dans une procédure d'autodéfense-, devient l'objectif majeur. De telles stratégies, malheureusement, portent, à mon sens, une atteinte grave à la vitalité démocratique, qui est nécessaire pour avancer. La recherche impérieuse de la paix devient un facteur réel de blocage à l'objectif de développement. Si tout le monde répond oui à l'appel du chef, si tout le monde se confine et se complait dans le béni oui, il est à craindre que nos démocraties mettent du temps à s'affirmer. Car soyons assurés d'une chose : les coups de boutoir de l'opposition sont toujours des facteurs de stimulation pour tout exécutif, d'avancée vers le progrès. Le conflit est nécessaire dans toute société démocratique. À force de consensus, on occulte les problèmes et on réunit les ingrédients du conflit. Mais une opposition responsable et mesurée. Je reviendrai sur ce concept d'opposition responsable et mesurée. Un compris dynamique. L'équilibre reste à être imaginé.

Marc Mvé Bekale n'y va pas, à juste raison, du dos de la cuillère pour dénoncer cette forme d'entrisme. Tout en concédant que « la démocratie consensuelle convient « aux Etats déchus », c'est-à-dire ces Etats ravagés par de longs conflits désastreux, pendant un bref temps, et qui ont besoin de reconstruire l'ensemble de leur structure, « de l'absorption ou du phagocytage, dit-il, des forces susceptibles d'incarner le contre-pouvoir, résulte une régression dans divers domaines : restauration de facto du parti unique, retour des mauvaises mœurs politiques, gouvernance médiocre, accroissement de la pauvreté, etc. (...) Si l'instauration d'une « démocratie consensuelle » vise à la consolidation de l'unité nationale, il convient de souligner qu'elle cache également certains

errements politiques, trahit l'absence de projets alternatifs, ruine le jeu d'équilibre des pouvoirs nécessaires à la bonne gestion d'un Etat. »<sup>21</sup>

Unité nationale, nous voilà au cœur d'un autre débat crucial : République contre Démocratie. On nom de l'exigence d'unité, une certaine école, déjà vieille, prône un exécutif fort. Aux Etats-Unis, on le sait, on a à faire à une sorte de combinatoire, où le président, par sa puissance, incarne l'exigence d'unité, mais où il est dans le même temps faible parce qu'il incarne aussi, la prise en compte de la diversité ou de la pluralité des intérêts, ainsi que celle des droits imprescriptibles qui s'y associent.<sup>22</sup>

Une autre entrave aux démocraties africaines, principalement à son élément moteur, le Droit, c'est le sous-peuplement de nos pays. Tout le monde est parent, en réseau relationnel. Vous jugez une personne, vous touchez à une personne, c'est toute la république qui se mobilise pour faire pression car ce sont cent, deux cents familles qui ont des liens avec cette personne. Ainsi, vous semez la justice, vous récolterez l'impopularité. Du reste, par le passé, c'était les étrangers qui réussissaient le mieux dans l'exercice du pouvoir ; c'était des gens sans attache familiale et sociale ou des gens socialement et moralement non intégrés ou désintégrés, qui arrivaient à accomplir des actions audacieuses. Tous les fondateurs d'empire du Mali traditionnel sont venus d'ailleurs, presque tous, sans exception. Ou ils sont carrément étrangers (*dunan*), comme les fondateurs de l'empire Songhay ; ceux du royaume bamanan de Ségou ou même El Hadj Omar ; ou ils sont autochtones étrangers (*dugulen dunan*) c'est-à-dire qui ont dû s'exiler un moment et qui sont revenus après (cas de Sunjata.)

Comme autre tare, je mentionnerai la faiblesse et la faillite des partis politiques, plus machines électorales que partis politiques. Fraudes, violences entachent toutes les élections africaines. L'appétit du pouvoir conjugué avec la pauvreté grandissante fait que de plus en plus, en lieu et place des citoyens, c'est l'argent qui vote. Distribution de céréales, d'espèces sonnantes et trébuchantes, de tissus imprimés et tee-shirt frappés du sceau ou de l'effigie des candidats, promesses de places, d'emplois ou de bourses aux enfants, déterminent et infléchissent les tendances des votes. Sur le terrain, de plus en plus, c'est la personne qui inondera le plus l'électorat qui a le plus de chance de remporter la victoire.

Cette **marchandisation de la démocratie** est certainement l'une des déviations les plus spectaculaires et les plus dangereuses des démocraties africaines; elle les met en danger de mort.

Enfin, comme dernière pathologie retenue, et pas des moindres, je signalerai l'effritement des valeurs fondatrices de la démocratie, liberté, égalité, équité, sous la poussée de la marchandisation des Etats et des élections ainsi que du triomphe de l'individualisme et du libéralisme sauvage.

Selon Tocqueville, l'humain serait guidé par un principe, qui est le souci primordial de **dignité** et de bien-être. « Le désir d'égalité est une passion générale et dominante. » C'est une valeur fondamentale, un état d'esprit qui s'impose à tous. Durkheim parle de désir de reconnaissance.

Le désir d'égalité, de reconnaissance, la dignité, nous voilà au cœur d'un autre débat de fond, qui, à y regarder de près, est celui qui a justifié tout au long de sa longue marche, la cohorte tumultueuse de l'humanité.

C'est au nom de ce principe que s'expliquent toutes les révoltes de gens soumis sous tous les cieux et en tous temps, depuis la Grèce antique, les régimes féodaux, les luttes de libération nationale sous les différentes colonisations, française, anglaise, portugaise, italienne, les deux siècles derniers. C'est au nom de ces valeurs que certains de nos ancêtres ont préféré se donner la mort plutôt que de se laisser prendre. Je pense au roi Babemba Traoré de Sikasso, face au général français Audéoud.

Sékou Touré, le premier président de la Guinée Conakry, n'a-t-il pas pour sa part, déclaré ? « Nous préférons la dignité dans la pauvreté à l'esclavage dans l'opulence » lorsqu'il s'est agi de se prononcer pour le maintien oui ou non, des colonies françaises dans l'Union Française en 1958 ?

Je n'oublie, bien sûr pas, ce monument vivant, ce symbole de la résistance aux lois discriminatoires de l'apartheid qu'est Nelson Mandela.

C'est également au nom de la dignité que retentissent, partout dans le monde, ces ondes transcontinentales que sont les cris de cœur des jeunes ou des minorités brimées, qui traduisent leur amertume par des formes violentes dont la plus spectaculaire reste le terrorisme, mouvement transcontinental, délocalisé, aux manifestations aussi imprévues qu'impitoyables. La révolte, le mois dernier, de ces milliers de jeunes immigrés des banlieues parisiennes et d'autres villes françaises traduit, selon les analystes les plus impartiaux, au-delà de ce que le président de la République française Jacques Chirac a qualifié de « crise de sens, crise de repère, crise d'identité », une soif et une quête de justice, de bien-être, - que Chirac reconnaît- de moins d'exclusion, en un mot de plus de dignité. Elles traduisent donc une pathologie sévère : le déni d'égalité, le manquement à l'équité, principes fondateurs de la démocratie. Les identités y sont refoulées et gethoisées, l'on ne cesse de référer des citoyens français, je dirai les « pieds blancs », à leurs origines, noire ou arabe, à l'islam, alors même qu'ils n'ont plus rien à voir avec ces origines, puisque nés et grandis en France et citoyens français.

De plus, que vaut la dignité, où sont l'esprit d'égalité, la liberté, lorsque la démocratie est validée par l'extérieur, qui la juge, l'apprécie selon des normes exogènes, à coups de distribution de lauriers, d'injonctions, de blâmes, d'ana-

thèmes ou même de bombardements ? Lorsque, en Afrique, nous ne sommes même pas en droit de fixer les prix des matières premières que nous produisons, bridés que nous sommes par les diktats de la gendarmerie démocratique ?

Les diagnostics posés, venons-en maintenant à la fiche de soins. Quelles pistes de réflexion, pourrions-nous dégager ? Quelles solutions pouvons-nous apporter aux pathologies africaines de la démocratie ? Dirons-nous moins de république, plus de démocratie ? Ou moins de démocratie, plus de république ? De quoi avons-nous besoin ? D'une combinatoire, comme aux USA ? Débat certes curieux car révolu mais sur lequel il faudrait que les constitutionnalistes africains se penchent. Oui, redonnons du jeu à l'imaginaire démocratique africain.

Commençons par le pouvoir, l'Etat africain. Il faut corriger sa surcharge pondérale en le mettant au régime. L'Etat doit rétrocéder une partie de sa souveraineté. Mieux, il reste à rendre l'exercice des fonctions exécutives, à commencer par la fonction présidentielle, périlleuse et non enviable. Quand je dis périlleuse, je ne parle pas de la violence, mais d'un mécanisme de contrainte auquel son détenteur en charge se soumet, et qu'il nous reste à imaginer. Cela peut aller, tant qu'il reste en fonction, de la restriction de certains droits (droit de posséder, de mener des affaires, voire de circuler) à des exigences à caractère sacré, comme les séances d'assermentation à intervalles rapprochés à servir son peuple, rien que son peuple, tout son peuple, devant des prêtres laïcs dont la moralité aura été soumise à l'épreuve du temps. Au Mali, de nos jours encore, le *hogon*, c'est-à-dire le chef des Dogon, qui a des prérogatives à la fois temporelles et spirituelles, une fois qu'il est intronisé, ne sort plus de sa case, et est interdit de commerce avec les femmes, y compris les siennes. Belle disposition !

On devrait également s'atteler à la dissolution du « moi » des chefs d'Etat, au culte de la personnalité, au délire paranoïaque et histrionique, aux fins de limiter, autant que faire se peut, leur super puissance en réinventant le dispositif protocolaire et sécuritaire en vue de leur assouplissement, parce que je pense que ce sont là deux aspects qui font tant chérir le pouvoir. Les grands déplacements officiels budgétivores, qui sont par ailleurs autant d'opportunités pour entretenir un climat de campagne électorale sempiternelle, devraient également être limités, bien circonscrits dans un agenda allégé et au budget contrôlé.

Il faudrait également casser le rôle dirigiste de l'Etat et mettre fin à son rôle monopoliste et affairiste par des dispositions transparentes, vulgarisées et contrôlables, consignées non seulement dans des textes juridiques, mais également portées à la connaissance des peuples grâce à l'information diffusée dans les langues nationales par les partis politiques, les médias, presse écrite et parlée, et Enseignées à l'école.

Mais casser le rôle dirigiste de l'Etat nécessite la libération du marché ; le **libéralisme** me semble une voie incontournable pour assurer les promotions individuelles et mettre fin à l'aliénation des familles, des citoyens, des opérateurs économiques. Le couple argent/pouvoir est ravageur. Que voyons-nous aujourd'hui ? La bataille du libéralisme politique a, certes triomphé mais dans nos démocraties naissantes, les partis politiques n'ont pas d'épaisseur économique ; aucun d'entre eux ne fonctionne grâce aux subventions de ses adhérents. Au départ, ce sont les hommes d'affaires qui ont financé les campagnes de leurs candidats en jouant sur les chances de réussite des uns et des autres et en jonglant entre les favoris. La récompense de leur implication, c'est le renvoi de l'ascenseur, l'acquisition de marchés, les facilitations de toutes sortes dans leurs transactions auprès du prince élu. Ainsi le parti au pouvoir a ses hommes d'affaires, à qui sont ouverts marchés, prêts bancaires, rabais fiscaux et douaniers, banquets, dîners intimes et autres avantages ; mais dès que le parti qui les protège perd le pouvoir, ce sont toutes leurs affaires qui périssent, privés qu'ils sont de leurs privilèges ; ils sont remplacés par d'autres hommes d'affaires, les éjectés de demain, puisque partie prenante eux aussi d'une nouvelle majorité. La conséquence reste la précarité et la fragilisation continue de nos opérateurs économiques, l'érosion de nos économies et de nos partis politiques.

Je reviens à nos opposants. J'ai dit toute l'importance qu'il y a à les laisser jouer leur rôle mais cela n'est possible que si les tenants du pouvoir les respectent en tant que citoyens à part entière et qui plus est, sont eux-aussi préoccupés du sort de leurs compatriotes. L'opposition ne fait pas d'un homme un voyou ni un vaurien ; il faudrait s'en convaincre. Précisément, à cause même de leur rôle de veille, du souffle vital qu'il injecte à la démocratie, facteur véritable de progrès, les opposants devraient être traités avec respect et mis à l'abri d'asphyxie matérielle. Inversement, à cause de l'importance de ce rôle, l'opposition devrait avoir une attitude responsable, savoir aussi que l'exercice du pouvoir ne saurait faire d'un homme un diable. La démocratie ne saurait souffrir de démarche manichéenne, elle n'est qu'un système où chacun renégocie son « moi » dans le cadre d'un équilibre de droits et de devoirs réciproques. Si le sens de cette responsabilité n'était pas bien perçu, la persécution des « saints » opposants par les dictateurs chefs d'Etat deviendrait alors une image d'Epinal, si elle ne l'est déjà. Plus grave, l'opposition maximaliste peut être un frein au progrès économique et social, si vital pour tout gouvernement démocratique ; elle amène également de l'eau au moulin des ennemis de la démocratie. À ceux-là qui proclament que la démocratie, c'est la division, c'est l'instabilité, confortant ainsi les velléitaires des régimes autocratiques, et tous ceux qui, au

nom d'une certaine unité, préfèrent voir se maintenir en place les pouvoirs autocratiques, soit disant garants de la stabilité. « Oui, la démocratie, c'est l'esprit de la révolution, mais c'est surtout l'esprit de la révolution qui sait, au bout du compte, se tempérer et s'affirmer dans la modération » nous enseigne Cynthia Fleury.

**Il faut donc un réajustement des comportements oppositionnels.** S'opposer sans faire peur au pouvoir et surtout au peuple, s'opposer sans se saborder soi-même ; s'opposer sans franchir la ligne rouge, sans franchir, pour reprendre cette belle expression de Marc Mvé Bakale, le rubicond démocratique. En effet, l'opposition devrait réviser ses méthodes parce qu'à force de montrer ses biceps, elle tend à prouver qu'elle couve un potentiel d'autoritarisme et au bout du parcours, elle risque d'épuiser son génie martial. Il nous faut des opposants fabricants. Le mouvement dialectique entre opposition et modération, conflit et consensus, en un mot la mesure, l'équilibre, devrait remplacer les mouvements de flux et reflux.

Je pense, consciente d'avoir limité ma fiche de soins, que pour accompagner nos démocraties, nous devrions nous atteler, pour reprendre Tocqueville, à faire de la démocratie un régime éthique, une manière d'être, de penser, de se comporter. Trop d'ingrédients manquent à la soupe africaine de la démocratie ; c'est pourquoi il nous faut **des leaders clairvoyants**. Être dirigeant démocratique exige une grande capacité de résistance aux coups, de la patience, de la tolérance, du sens de la mesure et sûrement aussi des connaissances, une vision, une forte croyance à la démocratie, sinon on retombe très vite dans l'autocratie.

Qui plus est, certains penseurs, tel Agnès Antoine,<sup>23</sup> considèrent que le fait que la démocratie se trouve au pied du mur au XXI<sup>e</sup> siècle, réside dans « l'impensé » de la démocratie, qui n'aura pas pensé jusqu'au bout ses prémisses, « son sens profond quant à l'accomplissement de l'homme. »

La démocratie s'en serait tenue à son seul sens physique, au détriment de celui métaphysique ; or, elle serait les deux à la fois. Et Agnès Antoine de s'interroger : « Quel type de foi est-il possible d'envisager à l'intérieur de la condition démocratique ? La démocratie peut-elle, en dehors de la religion, créer à l'intérieur d'elle-même des dispositifs de transcendance ?

Et Cynthia Fleury de renchéir en proposant de rattacher la Réforme à la notion de métaphysique. « Réformer, c'est tenter de résoudre la disparition de la démocratie métaphysique, ou encore, tenter de penser la foi sans la religion, la croyance sans le culte, la spiritualité sans l'orthodoxie. » La force de la démocratie est certes la laïcité, mais comment fonder une profession de foi démocratique ? Ainsi il faut renouer avec la « raison du cœur », la « passion commune », qui prévaut à la naissance de la démocratie.

Je dis presque la même chose dans *L'os de la parole*<sup>24</sup> quand je milite en faveur de la promotion de leaders moraux capables, par leur comportement, leur conduite, leur humilité, leur élévation, de porter la charge de la démocratie. Oui, je crois à la force de traction des leaders moraux, les **Passionnés de la démocratie**, je les appellerai ainsi. Des **phares géants, comme Nelson Mandela pour nous éclairer et nous illuminer**. Je crois à leur volontarisme pour irradier autour d'eux et sur les peuples les vertus cardinales de la démocratie.

Je vais plus loin, puisqu'il faut produire de l'imaginé : je milite, outre la promotion de leaders moraux, en faveur de la création de **comités d'éthique de la démocratie**, composés d'hommes et de femmes qui rédigerait un texte de profession de foi chargé de mots sacrés. Gardiens du temple, ils, ces hommes et ces femmes, pourraient être investis d'une mission d'éducation sur le terrain et répandraient dans leur sillage le code éthique et métaphysique de la démocratie. Ils seront choisis selon des méthodes d'investissement rigoureuses tout en n'oubliant pas les mécanismes de relais indispensable et les nécessaires réajustements temporels inhérents à la fluctuation des enjeux et des valeurs. Ils seront les animateurs par excellence des centres de valeurs, conçus comme centres de soins et de maintenance de nos valeurs métastasées : valeurs de paix, de dialogue, de tolérance, d'humilité et d'équité, de partage et de solidarité. Ils nous aideront ainsi à nous souder aux valeurs cardinales de la démocratie, à éviter que la démocratie ne s'endorme, car c'est encore Tocqueville qui le prévoyait, **l'apathie** est un danger grave qui menace la démocratie. La démocratie n'est pas un système qui peut s'offrir le luxe de dormir sur ses lauriers ; si elle le faisait, ce serait le retour au stade initial. La baisse progressive des taux de participation aux différents votes témoigne d'un signe d'endormissement de la démocratie. Les membres des comités d'éthique de la démocratie aideront, aux côtés d'autres structures – écoles, partis politiques, associations-, à forger une identité citoyenne moins convulsive, à faire en sorte que le citoyen-client cède le pas au citoyen-responsable, selon la formule heureuse de Guy Hermet.<sup>25</sup> Ces comités d'éthique nous aideront également à renvoyer la démocratie au-delà des frontières tracées, dans son ou plutôt ses « impensés ». Je prends par exemple, le cas de la liberté, cette liberté individuelle, si chère en démocratie. Saurait-elle se limiter à être seulement Liberté avec grand L, immuable, destinée à se muer en libertisme, en tyrannie pour assouvir les besoins de jouissance de l'individu dans tous les domaines ? Liberté d'agir, liberté de pensée, liberté d'exprimer ses opinions ? Pour ma part je pense qu'un homme n'est pas libre parce qu'il est libre de faire ou de dire ce qu'il veut. Il n'est pas libre parce qu'il aura rompu les liens de l'esclavage, de la colonisation ou de la dictature. Il ne sera véritablement libre que lorsqu'il se

libérera de ses propres pesanteurs, des chaînes de la suprématie et de la superpuissance de son « moi » qui forme une barrière infranchissable au vaste projet du mieux vivre ensemble qu'est le projet final de la démocratie.

Comment rendre légitimes ces Passionnés de la démocratie et le animateurs des comités d'éthique auprès des peuples et faire en sorte que leur chemin ne croise pas celui du pouvoir, qu'il n'y ait pas d'accointances possibles ? Là aussi, produisons de l'imaginé.

Je ne rêve pas, je proclame ma foi.

Autre idée forte, et là aussi, je me tourne vers Tocqueville. Tocqueville a vu en la démocratie un processus initiatique, ce qui fait de lui un « humaniste exigeant », pour lequel la démocratie est autre chose qu'elle-même, elle touche à la question de l'essence de l'homme, de sa liberté, de sa responsabilité à l'égard du monde, en un mot, du sens de sa destinée, du « sort futur de l'espèce humaine. »

Je vais plus loin. Pour moi, ce sort inclut une relation plus vaste qui va au-delà des humains.

Les réflexions sur le sens de la vie n'ont plus doit de cité. Depuis que l'homme s'est auto-proclamé créature exceptionnelle, ravalant tout, dominant les autres créatures vivantes et les objets, qu'il s'est érigé sur un piédestal géant le plaçant au-dessus de tout, qu'il s'est arrogé des Droits, ces fameux droits de l'Homme, bref, depuis qu'il s'est installé dans l'anthropocentrisme ; depuis que l'individuation, qui permet à l'humain de s'épanouir, a cédé le pas à l'individualisme, voire à l'égoïsme, du chacun pour soi, sous la poussée effrénée du consumérisme, il a perdu le sens de la mesure et de sa responsabilité. Il a perdu la « raison du cœur », obscurcie par ses désirs.

Seulement, voilà : de nos jours, il est prouvé par les plus grands des scientifiques du monde que l'homme n'est plus au centre de l'univers, qu'il partage la responsabilité de la Terre avec toutes les autres espèces vivantes, plantes, végétaux, animaux et même avec les éléments en apparence inanimés comme les montagnes et les cours d'eau. « Nous sommes tous des poussières d'étoiles. » Voilà ce qui est établi aujourd'hui : mes semblables hommes, ma chèvre, mon chat, mon manguier, ma table de travail, mon lab-top, ma robe, ma belle robe, le parfum dont je me suis aspergée.... tous ont droit, pas seulement que je les aime, mais aussi que je les respecte. La nature ne nous rappelle t-elle pas du reste à l'ordre par des manifestations inattendues et déchaînées, tels que cyclones, tremblements de terre ou raz-de-marée qui, pendant longtemps encore, défieront notre sagacité et nos projections préventionnistes ? Vivement que fleurissent partout des Wangari Maathai !

Ne peut-on modifier, comme le suggère l'entomologiste aujourd'hui disparu, Thomas Odhiambo dans *Science et quête de sens*<sup>26</sup> « la mesure du progrès

en prenant en considération des notions pas nécessairement quantifiables, telles que les progrès réalisés dans le domaine des relations sociales et de la communauté ?

Et Thomas Odhiambo de préconiser que le fondement de cette vision du progrès se construise durablement en prenant racine sur la recherche constante de la compréhension du divin, « une croyance primordiale en un ordre surnaturel existant par-delà le monde physique, un sens profond d'humilité et de tolérance vis-à-vis des opinions défendues par les autres ». Ce qui se traduirait, au niveau des relations internationales, par le bannissement de tout esprit de domination de la part des super-puissances, de la progression de l'humanité vers moins de richesse et de pouvoir.

Enfin, autre idée forte, qui me réjouit, parce qu'elle me permet de renouer avec l'espoir, cet espoir que j'ai soulevé au début de mon intervention, si tant est vrai que la démocratie, c'est aussi le débat, l'échange d'opinions de l'ensemble des citoyens autour des questions d'intérêt public, je suis fondée à soutenir que l'Afrique traditionnelle a initié aussi des formes de démocratie. L'arbre à palabres, le vestibule, le *toguna* des Dogon du Mali, sont autant de foyers de démocratie.

Le relativisme de nos compétences et de notre valeur, qui induit forcément une réflexion plus poussée sur le sens de la vie et des relations des hommes entre eux et entre d'autres éléments, l'Afrique traditionnelle la connaissait. L'individualisme et la possessivité étaient endigués dans les sociétés traditionnelles africaines.

D'autres éléments existent dans nos cultures, qui viennent étayer mes hypothèses. Le peuple du Mali est résolument attaché à la justice sociale, à la paix, à la tolérance, à la patience, à l'humilité, à l'esprit de dialogue, au sens de la négociation et du consensus. La tolérance et la patience, voilà les deux vertus cardinales qui font un chef : « Celui qui dit : « on ne me fera pas ceci, on ne me dira pas cela, celui-là ne mérite pas d'être notre guide », égrène la chanson populaire.

Accepter de telles idées, c'est refuser de voir en la démocratie un système figé qui s'absolutise dans l'autosuffisance et à la prendre, en définitive, comme une dynamique de partage, un art de gouverner ensemble dans le respect des uns et des autres. Les reconnaître, c'est aussi nous armer d'outils de référence endogène pour aller de l'avant ; la part importée sera notre butin de guerre, que nous aurons collecté à la suite de la longue nuit coloniale, mais aussi à la faveur de la mondialisation.

Je viens de vous livrer une partie de mes convictions, mais la réflexion sur de tels enjeux ne va pas sans la ré-mobilisation des intellectuels africains, pour,

à la fois, mûrir les concepts et trouver les réponses adéquates à nos maux. Je ne parle pas des intellectuels auxquels les institutions internationales font souvent recours pour plancher sur des dossiers sensibles au nom d'une certaine qualification académique. Si la qualité technique de ces fameux consultants ou experts n'est pas en cause, les rapports produits, guide de route des commanditaires, ne sont malheureusement que des expédients ; ils ne peuvent que servir de faire-valoir à des réformes minimalistes en lieu et place des nécessaires réformes de fond. Du reste, la recherche de missions de consultation, chichement rémunérées à ce qu'il paraît, devient, dans cette Afrique où beaucoup d'intellectuels courent après le quotidien, une industrie florissante. Malheureusement, elle se fourvoie souvent aussi, dans une espèce de clientélisme destiné à tendre la main à un ami ou à un camarade aux fins de leur permettre d'arrondir leurs fins de mois, surtout s'ils sont à la retraite ou sur la touche pour raisons politiques.

Non, les intellectuels auxquels je pense sont les « intellectuels fabricants », comme le dit si bien Roland Castro,<sup>27</sup> « qui s'attelleraient à fabriquer une société possible du vivre ensemble. » Comme Zola dans son « j'accuse », qui a inventé l'intellectuel, celui qui intervient dans la cité. Ni intellectuels de cour, ni intellectuels grincheux et ringards prêts à manger tout crus les hommes de pouvoir ; ni intellectuels super-médiatisés parce qu'abrités sous la bienveillante protection de quelques voix de haute portée, cette classe d'intellectuels qui se ruent dans les brancards du pouvoir, projetant tous azimuts leurs bazookas, sans s'assurer d'être eux-mêmes propres et honnêtes ne serait-ce qu'intellectuellement. L'intellectuel auquel je pense et qu'il faut promouvoir, c'est l'intellectuel producteur de pensée, mesuré tout en étant implacablement dédié corps et âme à la défense des idéaux démocratiques. Qui redéfinit sa culture dans une perspective démocratique. Fort heureusement, l'Afrique n'en manque pas.

Je terminerai mon intervention par des convictions fortes, toujours les miennes, bien sûr. Nous devons, ce me semble, avancer à notre rythme, sans arrogance, sans orthodoxie maximaliste. Ni terrorisme ou totalitarisme démocratique ; ni contrefaçons, ni avatars démocratiques ; ni rafistolage démocratique autour de concepts accommodants comme démocratie consensuelle ou participative qui ne resteront que des parenthèses démocratiques, tant qu'elles dépendront de la volonté des seuls chefs d'Etat et ne seront pas définies sur des bases juridiques et politiques consensuelles. La seule participation qui vaille en démocratie, c'est celle des citoyens : participation responsable au niveau des localités décentralisées et dans les prises de décision concernant le destin de la cité commune ; participation sous forme d'associations et de groupes de

pression, dans des espaces de liberté régis par la loi de la courtoisie où sera établie l'harmonie entre intérêts individuels et collectifs. Ni surchauffe, ni surplace non plus ; mais des réformes de fond qui serrent les mailles de nos étoffes locales et qui les trempent dans les teintures officinales des enjeux du présent et du futur, dans le dépassement de la superpuissance du « moi », individuel, collectif, étatique ou super-étatique, afin de circonscrire ces peurs terrifiantes qui ravagent notre planète et la mettent en péril. Seulement la relation d'ordre, de l'humilité, encore de l'humilité et toujours de l'humilité.

J'entends aussi servir les plats que sont mes convictions, en les accompagnant par des proverbes africains que j'ai ramassés au cours de mes lectures ou qui font partie de mon vocabulaire de sagesse,<sup>28</sup> d'humilité, si vous préférez, égrené, autour de moi ou par moi-même, à la faveur des circonstances que la vie me fait connaître. Ce vocabulaire initiatique si riche, si profond, qu'aucun philosophe ni savant n'a signé et qui ne porte que la marque humble des anciens ou des communautés ethniques.

A dédaigner ces paroles de sagesse ou à s'en éloigner, à manquer de les enseigner à ses enfants et à ceux de l'Afrique contemporaine, à négliger de les méditer et à filtrer avec eux leur abondante et si riche sève, on se prive assurément de se désaltérer dans une source miraculeuse. Miraculeuse parce qu'elles pourraient servir à faire jaillir ces gouttelettes rafraîchissantes que sont ces réformes hardies auxquelles je faisais tantôt référence.

Ainsi, en me glissant dans la voussure des valeurs d'humilité contenues dans certains proverbes et expressions, je clamerai que quand les hommes auront compris que « l'on peut vaincre l'ennemi sans l'humilier », que les anciens auront admis que « les têtes des vieillards ne tombent pas du ciel, que quand les têtes des enfants auront respiré l'air un bon bout de temps, elles deviendront des têtes de vieux » ; ou quand ils se laisseront convaincre par le fait que « la mue du serpent ne deviendra plus serpent, mais que le petit serpent, lui, s'il ne meurt pas, il pourra bien devenir un gros serpent » ; quand les générations montantes auront compris que « savoir grimper aux arbres, savoir nager », c'est bien, mais que « rien ne vaut la connaissance de soi », que « l'adulte connaît ce qui est dans la jeunesse, mais que le jeune ignore ce qui est dans l'âge mûr » ; et enfin, et là je m'adresse aux femmes pour leur dire que leur plus grande ruse, c'est de jouer la comédie de leur effacement devant leurs chers époux, de les laisser se parer des plumes du paon, en sachant que « la poule sait que le jour se lève, mais qu'elle laisse le coq chanter. »

Je vous remercie.

## Notes

1. Kabou Axel , *Et si l'Afrique refusait le développement?* L'Harmattan : Paris 1991.
2. Cheikh Sérime Seck, *L'Afrique, le spectre de l'échec*, l'Harmattan, 2000
3. Ouvrage collectif sous la coordination de Yves Ekoué Amaïzo, *L'Afrique est-elle incapable de s'unir ?*
4. Philippe Hugon, Gui Pourcet, Suzanne Quiers -Valette, *L'Afrique des incertitudes*, Cered Forum, 1996.
5. Stephen Smith, *Négrologie*, Calman Lévy, 2004.
6. Bernard Carno, *God bless Africa*, 2003.
7. Léopold Sédar Senghor, *Ce que je crois*, Grasset, 1988. Voir aussi : Jean Philippe Omotume, *L'origine Négro-Africaine du savoir grec*, volume 1, collection : connaissance du monde nègre, Editions Menaibuc, Yaoundé, 2000 ; *Les racines africaines de la civilisation européenne*, volume 2, collection connaissance du monde nègre, Editions Menaibuc, 2000.
8. Guy Hermet, *Culture et démocratie*, UNESCO, Albin Michel, 1993, p 24.
9. Ibid, p.25
10. Cynthia Fleury, *les pathologies de la démocratie*, Fayard, 2005.
11. Sous la direction de Marc Mvé Bekale, *Démocratie et mutations culturelles en Afrique noire*, l'harmattan, 2005, p.48.
12. Cynthia Fleury op.cit, p155-156.
13. Raymond Boudon, *Tocqueville aujourd'hui*, Odile Jacob, 2005, p120.
14. Ibid, p.246.
15. Perry Anderson, *La pensée tiède, Un regard critique sur la culture française*, suivi de *La pensée réchauffée réponse de Pierre Nora*, Seuil, 2005, p.69-70.
16. Ibid, p.70.
17. Léonel Jospin, *Le monde comme je le vois*, Gallimard, 2005.
18. Cynthia Fleury, op.cit, P156-157.
19. Ibid, p 155-156.
20. Les historiens ont appris à dissocier la mansaya de la faamaya; mansa était le titre dynastique des empereurs du Mali médiéval (XIII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle). C'était un système plus harmonieux, synonyme de paix et de quiétude. Voir travaux de Drissa Diakité.
21. Marc Mvé Bakale, op.cit, p. 60-61.
22. Alain Renault, op.cit, p.133.
23. Agnès Antoine, *L'Impensé de la démocratie. Tocqueville, la citoyenneté et la religion*, Fayard, 2003, in Cynthia Fleury, op.cit, p.271.
24. Adame Ba Konare, *L'Os de la parole, cosmologie du pouvoir*, Présence Africaine, 2000.
25. Guy HERMET, op.cit, P212.
26. Sous la direction de Jean Staune, *Science et quête de sens*, Presse de la Renaissance, 2005, P. 108.
27. Roland Castro, *J'affirme, mouvement de l'utopie concrète ; manifeste pour une insurrection du sens*, Sens & Tonka, 2005.
28. Voir entre autres : Père Charles Bailleul, *Sagesse Bambara, proverbes et sentences*, Editions Donniya 2005 Bamako Mali.